



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS

2 RUE VICTOR HUGO

--

91160 Longjumeau

Références : -

Code AIOT : 0100004073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS implanté Bellevue -- 37110 Autrèche. L'inspection a été annoncée le 08/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS
- Bellevue -- 37110 Autrèche
- Code AIOT : 0100004073
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LOGISTIQUE SPORTS ET LOISIRS exploite un entrepôt de stockage de matières combustibles sur la ZAC Portes de Touraine à Autrèche. Les activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21 185 du 14/04/2023 modifié.

La construction est prévue en trois phases. La mise en service de la première phase (cellules 1 à 4) est effective depuis septembre 2024.

La construction de la cellule 5 de la phase 2 doit être réalisée 3 ans après la mise en service de la phase 1 soit en septembre 2027.

Actuellement, environ 140 salariés travaillent sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks
- AR - 4
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15. | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | PDI, schémas d'alarme et d'alerte | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 14 | PDI, plans des dangers et protections incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 15 | PDI, points d'eau incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 16 | PDI, système d'extinction automatique | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 19 | PDI, panneaux photovoltaïques | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 20 | PDI, indisponibilité du sprinklage | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Points d'eau incendie | Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.4.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 3 | Surveillance par l'exploitant des émissions sonores | Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 3.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 4 | État des stocks | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art. 1.4 | / | Sans objet |
| 5 | Consistance des installations | Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 1.1.2 et 1.4.2 | / | Sans objet |
| 6 | Approvisionnement en eau | Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 2.2.1 | / | Sans objet |
| 7 | Présence du PDI | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 9 | PDI, organisation de la première intervention | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 10 | PDI, modalités d'accueil des pompiers | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 11 | PDI, justificatifs des compétences | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 12 | PDI, plans d'implantation des cellules et murs CF | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 13 | PDI, plans des réseaux | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 17 | PDI, commandes du | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------|--|---|-------------------|
| | désenfumage | > 23. | | |
| 18 | PDI, interrupteur central | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 21 | PDI, transmission au SDIS | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. | / | Sans objet |
| 22 | Exercice de défense incendie | Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13. | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points d'eau incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 4.4.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>- de 9 points d'eau incendie de 240m³ unitaires réparties sur la périphérie du site, conformément au plan présent dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, associés à des aires de stationnement pour les engins de secours. [...] Les organes de manœuvre des réserves incendie sont accessibles en permanence par les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Les aires d'aspiration et les passages sapeurs-pompiers sont dotées d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS 37. Les moyens de secours font l'objet d'une réception en conformité par le SDIS d'Indre-et-Loire en présence de l'installateur. [...]</p> |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p><u>Visite du 15/01/2025 :</u> Le site dispose de 9 réserves incendie de 240 m³. Elles ont été réceptionnées par le SDIS en date du 16/10/2024. Le courrier du SDIS en date du 12/12/2024 indique que la visite de réception a permis de vérifier le respect des règles d'aménagement, et qu'il convient de s'assurer de la mise en place d'un panneau de signalisation "réserve incendie" comportant le volume validé et la numérotation définie. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté sur site que cette signalisation n'a pas été mise en place. Les réserves incendie ne disposent pas d'une signalisation conforme aux attentes du SDIS37.</p> <p><u>Visite du 29/04/2026 :</u> La signalisation a été mise en place. La non-conformité est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
|--|

N° 2 : Protection contre la foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>//</p> <p>(Art. 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010) L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont [...] mis en œuvre avant le début de l'exploitation (Art. 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010) L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Visite du 15/01/2025 :</u> Dans le cadre du dossier d'autorisation, une analyse du risque foudre (ARF) et une étude</p> |

| |
|--|
| <p>technique foudre (ETF) ont été réalisés par BCM Foudre le 13/06/2022.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que les installations de protection contre la foudre ont été installées par la société ADEE Electronics en septembre 2024. Il a présenté le rapport de vérification initiale réalisé par BCM Foudre en date du 27/11/2024 concluant à la présence de non conformités (parafoudre de type 2 installé au lieu de type 1/2, ETF à mettre à jour...). L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des actions de mise en conformité ont été réalisées suite à ce rapport.</p> <p>Lors de la visite terrain, il a été constaté au niveau d'un compteur foudre qu'il affiche 0.</p> <p>La vérification initiale des installations de protection contre la foudre du 27/11/2024 identifie des non-conformités.</p> <p><u>Visite du 29/04/2026 :</u></p> <p>L'attestation de levée des réserves foudre par EIFFAGE en date du 28/04/2025 a été présentée à l'inspection. Dans le rapport de contrôle de SOCOTEC du 15/09/2025, 3 non-conformités sont relevées.</p> <p>Constat : Les 3 non-conformités relevées doivent être levées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 3.1</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Bruit</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/01/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/03/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les 3 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, par un organisme qualifié, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Visite du 15/01/2025 :</u></p> |

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il n'a pas encore été réalisé de mesure du niveau de bruit et de l'émergence car le site n'a pas encore atteint un niveau normal d'activité. **L'exploitant n'a pas réalisé une mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans les trois mois suivant la mise en service.**

Visite du 29/04/2026 :

La société KALIES est intervenue les 8 et 9 avril 2025 pour effectuer les mesures acoustiques. Le rapport ainsi que ses annexes ont été présentés à l'inspection. Quatre mesures se sont révélées non conformes. Ces dépassements sont liés à des sources extérieures au site :

Point 1 : dépassement constaté entre 1h00 et 2h00 (site fermé) et entre 5h30 et 6h30, en lien avec la proximité de l'autoroute.

Point 5 : dépassement observé entre 5h30 et 6h30, lié au trafic du péage situé à proximité.

Point ZER 3 : dépassement entre 7h00 et 8h00, coïncidant avec des travaux agricoles à proximité, signalés le jour des mesures.

Aucune mesure corrective n'est envisagée à ce stade, les nuisances sonores identifiées n'étant pas imputables à l'activité du site.

La non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - art. 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'état des stocks a été présenté :

Cellule 1 : 1700 t en 1510

Cellule 2 : 2600 t en 1510

Pas de produits dangereux stockés.

La peinture (23 t de poudre) pour le marquage des terrains de sport n'est pas classée comme produit dangereux selon la FDS présentée.

Les cellules 3 et 4 sont en cours d'aménagement et ne contiennent aucun produit.

Pas de non-conformité constatée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 1.1.2 et 1.4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques générales

Prescription contrôlée :**Article 1.1.2**

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : un bâtiment logistique constitué de 6 cellules de stockage de 12 000 m² (cellules 1 à 6), 2 cellules de 6 000 m² (cellules 7 et 8) et une cellule de stockage de matières dangereuses de 267 m² ; des locaux techniques : 6 locaux de charge, un local sprinklage, des locaux électriques, un local maintenance ; autres : des bureaux et locaux sociaux, des dalles bétons extérieures pour le stockage de palettes, un parking pour les véhicules légers, deux aires d'attente pour les véhicules poids lourds et des ouvrages pour la gestion des eaux.

Article 1.4.2

Le bâtiment est construit et exploité selon le phasage suivant :

- La phase 1 consiste en la construction et mise en exploitation des cellules 1 à 4, de bureaux, de locaux techniques et de trois locaux de charge. La préparation de la plateforme, le busage du fossé à l'Est, les bassins d'infiltration et de confinement, l'ensemble des plantations en périphérie et une partie des zones de stationnement PL et VL et de la voie d'accès est mis en oeuvre dès la première phase de chantier.
- La phase 2 consiste en la construction et l'exploitation de la cellule 5, de locaux techniques et d'un local de charge pour une mise en exploitation 3 ans après la mise en exploitation de la phase 1 (soit de manière prévisionnelle en 2027). Une voie provisoire Nord est aménagée pendant la phase 2. [...]

Constats :

Les cellules 1 à 4 sont construites conformément à la phase 1 et leur mise en service a été prononcée en septembre 2024. A ce jour, seules les cellules 1 et 2 stockent des produits. Les cellules 3 et 4 sont en cours d'aménagement pour être mises en service dans les prochaines semaines.

Conformément à l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral, la construction de la cellule 5 de la phase 2 devra être réalisée en septembre 2027.

Le conseil d'administration doit se prononcer en mai 2027 sur la faisabilité de cette phase.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera le préfet et l'inspection de sa décision de construire la cellule 5 ou d'en différer l'opération avant l'échéance de 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/04/2023, article 2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

| | |
|--|--|
| | |
| Origine de la ressource | Consommation annuelle maximale (m ³) |
| Réseau public AEP de la commune d'Autrèche | 5250 |
| | |

[...]

Constats :

En 2025, la consommation d'eau dans le réseau AEP a été de 1 158 m³.
Cette consommation inclut également le remplissage de certaines bâches incendie.

Pas de non conformité relevée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Présence du PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...]

Constats :

Un plan de défense incendie [Réf : LSL-AUT-HSE-SD-805 Version : 01 - Mise en application le 20/11/2024] a été établi par l'exploitant.

Pas de non-conformité constatée

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PDI, schémas d'alarme et d'alerte

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] Les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; [...] |
| Constats : Le PDI dispose d'un schéma d'alerte pour la période ouvrée du lundi au vendredi de 5h à 20h30 et d'un schéma d'alerte pour la période non ouvrée du lundi au vendredi de 20h30 à 5h, le week-end + jours fériés. Une fiche « Appel des secours » avec les messages à délivrer est présente en page 70 du PDI. Une fiche « Messages d'alertes » à destination du gestionnaire de l'autoroute et des établissements voisins est présente en page 71 du PDI. Une Fiche « Message pour la DREAL et la Préfecture » est présente page 86 du PDI. Constat : Page 11 du PDI : En sus du numéro de téléphone de l'inspecteur en charge du site, il convient d'ajouter celui de l'accueil de l'UiD DREAL qui est le 02.47.46.49.00. Par ailleurs, ce n'est pas la Préfecture des Pays de la Loire mais d'Indre-et-Loire. Il convient aussi de vérifier les coordonnées des sociétés riveraines (ex : celles de GLP sont erronées) |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : PDI, organisation de la première intervention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; [...] |
| Constats : Une fiche « Appel du personnel » est rédigée page 72 du PDI. Une fiche « Evacuation » est rédigée et affichée dans chaque cellule. Les agents sont formés sur le risque incendie, la manipulation des extincteurs et RIA. La liste nominative a été présentée à l'inspection. |

| |
|--|
| Pas de non-conformité constatée |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : PDI, modalités d'accueil des pompiers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] Les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; [...] |
| Constats : Le bâtiment est accessible pour les véhicules des sapeurs-pompiers depuis l'accès principal du site ou depuis la voie située au sud du site chemin Bellevue. Une voie périphérique permet de faire le tour du bâtiment et d'accéder aux différentes façades des cellules. De 5h à 20h30 : les barrières sont ouvertes par le personnel présent sur site. La procédure figure en annexe du PDI. Par ailleurs, l'accès au site peut se faire par la voie pompier à l'aide d'une clef disponible dans une boîte à clefs au niveau de l'entrée des secours. Le code de la boîte a été donné au SDIS et à la télésurveillance. Si nécessaire, le PDI indique aussi les coordonnées des personnes à contacter pour obtenir le code. Pas de non-conformité constatée |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : PDI, justificatifs des compétences

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] La justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; [...] |
| Constats : Tous les salariés du site bénéficient d'une formation incendie (équipiers de 1ere intervention, extincteur, RIA) y compris pour les nouveaux embauchés avec une sensibilisation aux risques de la plate-forme. Les attestations de formation ont été présentées à l'inspection. |

| |
|--|
| Pas de non-conformité relevée |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : PDI, plans d'implantation des cellules et murs CF

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; [...] |
| Constats : Les plans d'implantation des murs coupe-feu et des cellules sont présents dans le PDI. Pas de non-conformité constatée |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : PDI, plans des réseaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; [...] |
| Point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 : [...] Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). [...] |
| Constats : L'exploitant dispose d'un schéma de tous les réseaux sous format numérique. Le PDI dispose également d'un schéma de principe de gestion des eaux pluviales ainsi que le plan de fonctionnement de la rétention des eaux d'extinction incendie. |

| |
|--|
| Pas de non-conformité constatée |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : PDI, plans des dangers et protections incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; [...] Point 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; [...] |
| Constats : Un plan de localisation des installations avec les risques particuliers est présent dans le PDI. Le plan d'implantation des RIA est présent ainsi que le plan des commandes de désenfumage. Le plan de localisation des extincteurs est en cours de rédaction. Lors de la visite terrain, les extincteurs (Cellules 1 et 2) disposaient de l'étiquette de vérification de 09/2025. Constat : Le plan de localisation des extincteurs est absent du PDI. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 15 : PDI, points d'eau incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : |

[...] le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

Constats :

Le plan de localisation des points d'eau incendie disponibles pour le bâtiment figure dans le PDI. Les bâches incendies sont correctement signalées avec l'emplacement réservé pour le SDIS. La gestion des eaux d'extinction et la manœuvre de la vanne martellière sont décrites dans le PDI. Lors de la visite terrain, le test de fermeture/ouverture de la vanne martellière s'est correctement déroulé.

Constat : le contrôle de la position de la vanne est bien réalisé chaque mois mais n'est pas tracé dans un document de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : PDI, système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

[...] Le plan de défense incendie comprend :

[...] - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;

- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;

[...]

Constats :

Le plan de l'installation du sprinklage et de la baie SSI figure dans le PDI mais le principe de fonctionnement opérationnel n'y est pas décrit.

Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas encore de l'attestation de conformité de l'installation à la règle APSAD R1.

Le contrôle hebdomadaire est réalisé par la société AAI : dernier contrôle le 27/04/2026

| |
|---|
| <p>Constat : l'exploitant doit compléter son PDI avec un descriptif du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique. L'attestation de conformité de l'installation à la règle APSAD R1 sera transmise à l'inspection dès réception.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 17 : PDI, commandes du désenfumage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>[...] la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; [...]</p> <p>Point 5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</p> <p>[...] Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan des commandes de désenfumage figure dans le PDI.</p> <p>Lors de la visite terrain, la présence des commandes d'ouverture du désenfumage et leur accessibilité ont été vérifiées dans les cellules 1 et 2.</p> <p>Pas de non-conformité constatée</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : PDI, interrupteur central

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>[...] la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; [...]</p> <p>Point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</p> <p>[...] A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant</p> |

| |
|---|
| de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule. [...] |
| Constats : Le plan de coupure des énergies avec localisation des arrêts d'urgence de chaque cellule et des locaux de charge figure dans le PDI. Pas de non-conformité relevée |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 19 : PDI, panneaux photovoltaïques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de défense incendie comprend : [...] les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; [...] |
| Constats : L'arrêt d'urgence photovoltaïque figure dans le PDI. Sur le plan de localisation des risques, la présence des panneaux photovoltaïques en toiture est bien signalée. Actuellement, seules les cellules 2, 3 et 4 disposent de panneaux photovoltaïques en toiture pour la revente d'énergie. La cellule 1 accueillera des panneaux photovoltaïques en toiture pour l'auto-consommation du site. Le local onduleurs ne se trouve pas en toiture mais à l'extérieur entre les cellules 2 et 3. Dans le PDI, il n'y a pas les caractéristiques techniques des panneaux photovoltaïques ni celles des onduleurs. Constat : les caractéristiques des panneaux photovoltaïques ainsi que celles des onduleurs devront figurer en annexe du PDI. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 20 : PDI, indisponibilité du sprinklage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <p>[...] les mesures particulières prévues au point 22. [...]</p> <p>Point 22 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</p> <p>[...] L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le PDI ne précise pas les mesures à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique.</p> <p>Constat : l'exploitant doit compléter son PDI avec les mesures à mettre en œuvre en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions correctives et transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 21 : PDI, transmission au SDIS

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 23. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le PDI a été transmis au SDIS dès sa mise en application en novembre 2024.</p> <p>Pas de non-conformité relevée</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 22 : Exercice de défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense incendie |
| Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. [...] |
| Constats : Des exercices incendie/évacuation sont organisés avec ou sans présence du SDIS : 28/11/2024 (SDIS), 02/12/2025 et 12/03/2026. Un compte-rendu est systématiquement rédigé avec axes d'amélioration. Pas de non-conformité relevée |
| Type de suites proposées : Sans suite |